

Études & Résultats

DIRECTION DE LA RECHERCHE, DES ÉTUDES, DE L'ÉVALUATION ET DES STATISTIQUES



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



MAI
2020

NUMÉRO
1149

En 2018, une personne sur quatre a souvent du mal à boucler ses fins de mois

En France, fin 2018, selon le Baromètre d'opinion de la DREES qui interroge plus de 3 000 personnes, une personne sur quatre a souvent du mal à boucler ses fins de mois. De même, une sur quatre aurait beaucoup de mal à faire face à une dépense imprévue de 500 euros. La moitié de ces personnes ont un emploi.

Les situations d'insécurité financière touchent particulièrement les ouvriers et employés : un tiers d'entre eux affirment avoir souvent des difficultés pour boucler leurs fins de mois et un quart s'estime pauvre, alors que ces situations affectent moins d'une personne sur dix parmi les cadres et professions intermédiaires. Avoir des revenus variables d'un mois sur l'autre constitue un facteur aggravant du sentiment d'insécurité économique : c'est le cas d'un ouvrier et employé sur quatre pour à peine un cadre et profession intermédiaire sur six.

Les retraités font un peu moins souvent part d'insécurité financière que les actifs (un sur six a souvent du mal à boucler ses fins de mois). Les écarts observés sur ces questions par rapport aux actifs restent toutefois globalement de faible ampleur. Parmi les retraités non propriétaires de leur résidence principale, deux personnes sur dix se disent très pessimistes pour leur avenir personnel (contre une personne sur dix chez les autres retraités).

Adrien Papuchon (DREES)

Fin 2018, en France métropolitaine, quatre personnes¹ sur dix se considéraient pauvres ou craignent de le devenir dans les cinq prochaines années ; c'est le cas en particulier de cinq ouvriers et employés sur dix. Depuis le début des années 2000 et plus encore à la suite de crise de 2008-2009, des travaux en sciences humaines et sociales ont porté sur l'instabilité de la situation vécue par une part significative des ouvriers, employés et petits indépendants ainsi que sur le sentiment d'insécurité sociale ou d'inquiétude face à l'avenir qui peut en résulter. De fait, en France, nombre de personnes pourtant en emploi se jugent pauvres (Duvoux et Papuchon, 2018) et le poids des dépenses pré-engagées dans le revenu du tiers de la population qui dispose du niveau de vie le plus faible est très élevé (Lelièvre et Rémila, 2018). Aux États-Unis comme en Europe, des économistes soulignent de plus en plus le poids de l'insécurité économique dans les difficultés vécues par les travailleurs peu qualifiés et dans l'évolution contemporaine des inégalités (Morduch et Schneider, 2017 ; Maitre, Nolan et Whelan, 2017). C'est pourquoi l'édition 2018 du Baromètre d'opinion de la DREES (Antunez et Papuchon, 2019), enquête représentative de la population adulte vivant en France métropolitaine (*encadrés 1 et 2*), aborde en détail la question de l'insécurité sociale en s'appuyant sur la façon dont les personnes décrivent leur situation,

...

1. Personnes âgées de 18 ans et plus vivant en France métropolitaine, parmi lesquelles les actifs (ensemble des personnes sur le marché du travail, qu'elles occupent un emploi ou en recherchent un), les retraités et les autres inactifs.

son instabilité perçue et les risques auxquels elles font face. Il s'agit d'une approche complémentaire aux indicateurs de pauvreté monétaire et en conditions de vie mesurées par les outils statistiques traditionnels².

Une série de huit questions portant sur différentes dimensions de l'insécurité sociale perçue ont été posées pour la présente étude. Elles ne se limitent pas à l'insécurité financière proprement dite. Les personnes ont certes été interrogées sur leur situation financière : la stabilité de leur revenu d'un mois sur l'autre, la difficulté à boucler les fins de mois ou la capacité à faire face à une dépense imprévue. Mais elles ont également été questionnées sur la perception de leur situation actuelle et future : le risque de devenir pauvre, de perdre leur emploi et leur confiance en l'avenir. Enfin, des questions permettent d'aborder leur confiance dans la possibilité d'être bien soignées en cas de problème de santé grave ou de pouvoir compter sur quelqu'un en cas de problème personnel. Dans cette étude, on utilisera le terme « d'insécurité » lorsque les personnes choisissent la modalité de réponse la plus négative pour la dimension considérée (se considérer pauvre, ne pouvoir certainement pas compter sur quelqu'un, être très inquiet sur sa possibilité d'être soigné, etc.) et de « vulnérabilité » lorsqu'elles choisissent l'une des deux réponses négatives³ (se considérer pauvre ou en risque de le devenir, ne pouvoir probablement ou certainement pas compter sur quelqu'un en cas de problème, être très ou assez inquiet sur la possibilité d'être soigné, etc.).

Les données ont été collectées du 15 octobre au 1^{er} décembre 2018, dans un contexte marqué par le début du mouvement des Gilets jaunes et par des projets de réforme touchant la fiscalité et les prestations sociales. Ce mouvement social naissant a pu conduire certaines des personnes interrogées à se sentir plus légitimes pour affirmer leurs difficultés face à l'enquêteur ou à s'identifier aux problèmes mis en avant dans le cadre de la mobilisation, tandis que les projets de réforme ont pu affecter la perception de l'avenir de certains groupes sociaux (retraités ou allocataires des aides au logement par exemple).

Les résultats de cette enquête reflètent des opinions et des appréciations émises dans un contexte économique plutôt favorable, antérieur à la crise déclenchée par l'épidémie de Covid-19.

ENCADRÉ 1

Le Baromètre d'opinion de la DREES

Le Baromètre d'opinion de la DREES est une enquête de suivi de l'opinion des Français sur la santé, les inégalités et la protection sociale qui existe depuis 2000. Cette enquête est effectuée chaque année en face à face, d'octobre à décembre, auprès d'un échantillon d'au moins 3 000 personnes représentatives de la population résidente de France métropolitaine et âgée de 18 ans ou plus. L'échantillon est construit selon la méthode des quotas (par sexe, âge, profession de la personne de référence), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Dans cette étude, pour faciliter la lecture des résultats, ceux-ci sont calculés en excluant les réponses « ne se prononce pas ». Les taux de « ne se prononce pas » pour chacune des questions analysées sont mentionnés dans l'encadré 2.

Le questionnaire exhaustif de l'enquête ainsi qu'un grand nombre de résultats sous forme de datavisualisation sont disponibles en ligne à l'adresse suivante : <http://dataviz.drees.solidarites-sante.gouv.fr/Barometre-DREES>.

ENCADRÉ 2

Questions portant sur l'insécurité sociale perçue

En 2018, six questions ont été introduites dans le Baromètre d'opinion de la DREES afin d'approfondir la question de l'insécurité sociale ressentie en France, dans la suite de travaux développés sur la pauvreté perçue (Duvoux et Papuchon, 2018) et en lien avec l'intérêt croissant porté à l'étude des indicateurs subjectifs pour appréhender certaines dimensions des inégalités sociales contemporaines, dans une approche complémentaire aux indicateurs usuels (Galland et Lemel, 2018). Ces questions ont été sélectionnées à partir de questionnaires d'enquêtes de référence, en cherchant à diversifier les dimensions prises en compte. Ces trois enquêtes sont : l'enquête Dynamique des inégalités (DYNEGAL) menée en 2013 par le Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique de la Sorbonne (GEMASS) [Sorbonne Universités et CNRS], le Centre Maurice Halbwachs (CMH) [EHESS-ENS-Université Paris Sciences et Lettres] et le laboratoire en sciences sociales Pacte (IEP de Grenoble-Université de Grenoble Alpes) ; l'Eurobaromètre spécial n° 355 « Pauvreté et exclusion sociale » (2010) réalisé à la demande de la direction générale EMPL (emploi, affaires sociales et inclusion) de la Commission européenne ; l'enquête Statistiques sur les revenus et les conditions de vie dans l'Union européenne 2015 (SRCV) de l'Insee. Deux autres questions du Baromètre, posées régulièrement chaque année, permettent de compléter l'analyse.

Questions introduites spécialement dans le questionnaire 2018 :

- Compte tenu de vos ressources, diriez-vous que votre ménage a des difficultés pour boucler ses fins de mois... ? Souvent / De temps en temps / Rarement / Jamais / [NSP]. NSP = 1 % (DYNEGAL, 2013).
- En imaginant que vous deviez faire face à une dépense imprévue de 500 euros dans l'année qui vient, pensez-vous... ? Que vous y feriez face sans trop de problème / Qu'il vous serait assez difficile d'y faire face / Qu'il vous serait très difficile d'y faire face / [NSP]. NSP = 1 % (Eurobaromètre n° 355, 2010).
- Pensez-vous pouvoir compter sur quelqu'un en cas de grave problème personnel ? Oui, certainement / Oui, probablement / Non, probablement pas / Non, certainement pas / [NSP]. NSP = 1 % (DYNEGAL, 2013).
- Êtes-vous inquiet.e à l'idée de ne pas pouvoir être bien soigné en cas de gros problème de santé ? Oui, très inquiet.e / Oui, assez inquiet.e / Non, pas très inquiet.e / Non, pas inquiet.e du tout / [NSP]. NSP = 1 % (SRCV, 2015).
- Dans les mois qui viennent, pensez-vous que les revenus de votre foyer vont... ? Plutôt augmenter / Plutôt diminuer / Rester stables / [NSP]. NSP = 4 % (Eurobaromètre n° 355, 2010).
- Y a-t-il un risque de chômage dans les mois à venir pour vous-même ? Oui / Non / [NSP]. NSP = 6 % (Baromètre d'opinion de la DREES).

Cette dernière question a été posée à une moitié de l'échantillon, la question habituellement posée dans le Baromètre – qui porte sur soi et ses proches – restant posée à l'autre moitié des enquêtés.

Questions présentes dans le questionnaire habituel :

Les questions suivantes sont posées chaque année, la première depuis 2000 et la seconde depuis 2015 sous sa forme actuelle.

- Quand vous pensez à l'avenir, êtes-vous plutôt optimiste ou plutôt pessimiste ? Très optimiste / Plutôt optimiste / Plutôt pessimiste / Très pessimiste / [NSP]. NSP = 2 %.
- Et vous personnellement, pensez-vous qu'il y a un risque que vous deveniez pauvre dans les cinq prochaines années ? Oui, plutôt / Non, plutôt pas / Je me considère déjà comme pauvre / [NSP]. NSP = 6 %.

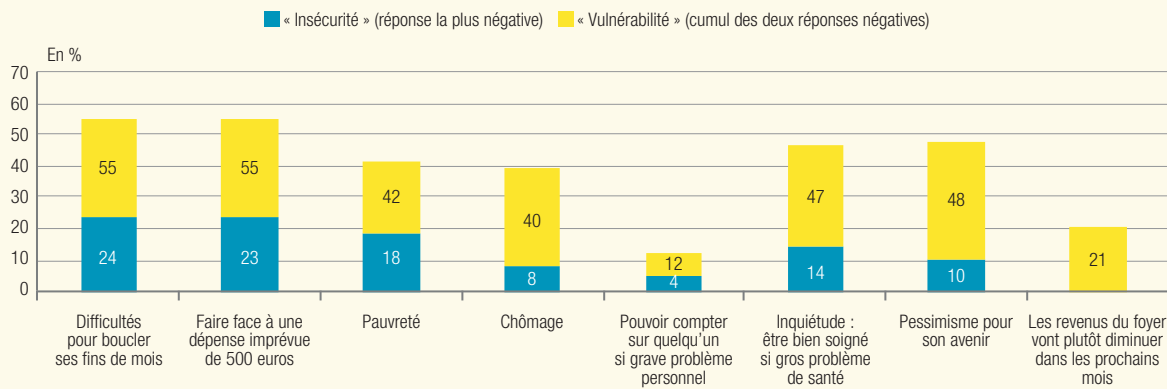
...

2. Pour une comparaison entre la position objective dans l'échelle des niveaux de vie et la position perçue, voir l'étude de Marie Clerc, « Le positionnement sur l'échelle des niveaux de vie » (2014).

3. Dans nos calculs, la vulnérabilité correspond donc au cumul des personnes qui répondent aux deux réponses négatives.

GRAPHIQUE 1

Différentes dimensions de l'insécurité et de la vulnérabilité sociales perçues



Notes • Le détail des questions posées et des réponses proposées aux enquêtés figure dans l'encadré 2. Le risque de chômage n'est calculé que pour la moitié de l'échantillon à laquelle on a posé la question spécifiquement sur le risque de chômage pour soi, plutôt que pour soi et son entourage. Les résultats en bleu (« insécurité ») correspondent aux réponses les plus négatives et les résultats en jaune (« vulnérabilité ») correspondent au cumul des deux réponses négatives proposées. Pour la pauvreté, la modalité en bleu représente la part des personnes interrogées qui se sentent pauvres. Pour le chômage, la modalité en bleu représente la part des personnes interrogées qui déclarent être au chômage. Les personnes interrogées n'ayant le choix qu'entre trois réponses possibles concernant l'évolution prochaine de leurs revenus (plutôt augmenter / plutôt diminuer / plutôt rester stables), le dernier item figure entièrement dans la catégorie « vulnérabilité ».

Lecture • 23 % des personnes interrogées estiment qu'il leur serait très difficile de faire face à une dépense imprévue de 500 euros. 55 % jugent que cela leur serait difficile ou très difficile (cumul des deux réponses).

Champ • Personnes âgées d'au moins 18 ans et vivant en France métropolitaine. La question portant sur le risque de chômage n'est posée qu'aux actifs.

Source • Baromètre d'opinion DREES 2018.

Pour une personne sur quatre, il serait très difficile de faire face à une dépense imprévue de 500 euros

Fin 2018, près d'une personne sur cinq s'estime pauvre. Une personne sur quatre déclare avoir souvent des difficultés pour boucler ses fins de mois, ou pense qu'il lui serait très difficile de faire face à une dépense imprévue de 500 euros (graphique 1)⁴. La moitié des chômeurs interrogés éprouvent des difficultés à boucler leurs fins de mois et une proportion similaire d'entre eux estiment qu'il leur serait très difficile de faire à une dépense imprévue de 500 euros. Cependant, la prégnance d'une forme d'insécurité financière s'étend bien au-delà des chômeurs. La moitié de ceux qui ont souvent des difficultés à boucler leurs fins de mois, tout comme la moitié de ceux qui auraient beaucoup de difficulté à faire face à une dépense de 500 euros, ont un emploi et un cinquième d'entre eux sont retraités ou préretraités⁵. Seules 4 % des personnes interrogées répondent qu'elles ne pourraient certainement pas compter sur quiconque en cas de grave problème personnel. 14 % sont très inquiètes de ne pas pouvoir être

soignées correctement en cas de gros problème de santé. De façon plus générale, 10 % des personnes interrogées se montrent très pessimistes pour leur avenir. La moitié des personnes interrogées⁶ se positionnent ainsi au moins une fois sur la réponse la plus « négative » proposée pour l'une des dimensions étudiées, une proportion qui témoigne de l'importance de la population touchée par au moins une forme d'insécurité sociale. Le sentiment de vulnérabilité dû à l'exposition plus ou moins forte à l'un des risques étudiés ici représente un phénomène plus répandu encore, puisque seule une personne sur huit ne se positionne jamais sur l'une des deux réponses négatives des questions étudiées⁷. Pour la plupart des questions, 40 % à 50 % de la population se considère vulnérable. Par exemple, 55 % ont « souvent » ou « de temps en temps » des difficultés à boucler les fins de mois, 55 % des personnes interrogées estiment qu'il leur serait difficile ou très difficile de faire face à une dépense imprévue de 500 euros et 42 % se considèrent pauvres ou craignent de le devenir dans les cinq prochaines années. Enfin, 47 % sont au mieux « inquiets » de ne pas pouvoir être bien soignés et 48 % sont « pessimistes » pour leur avenir.

Par ailleurs, 21 % jugent que les revenus de leur foyer vont plutôt diminuer dans les mois qui viennent et environ 40 % des actifs déclarent rechercher un emploi ou encourir un risque de chômage dans les mois à venir. En revanche, un plus faible nombre de personnes déclarent « certain » ou « probable » de ne pas pouvoir compter sur quelqu'un en cas de grave problème personnel (12 %).

Le sentiment d'insécurité financière touche près d'un tiers des ouvriers et des employés

L'insécurité et la vulnérabilité sociales, telles qu'elles sont mesurées ici, sont encore plus présentes parmi les ouvriers et employés⁸ (graphique 2). Entre la moitié et les deux tiers d'entre eux déclarent percevoir un risque⁹ pour la quasi-totalité des thèmes abordés. Concernant les situations d'insécurité financière, près d'un tiers des ouvriers et employés affirment avoir souvent des difficultés pour boucler leurs fins de mois, et une part similaire d'entre eux jugent très difficile de faire face à une dépense imprévue de 500 euros. Un sur quatre s'estime pauvre, et une proportion similaire pense que les revenus de leur foyer vont diminuer à brève échéance. Parmi les actifs, quatre ouvriers et employés sur dix jugent qu'il existe un risque

4. Ces réponses se recoupent sans se confondre. En effet, si 35 % des personnes interrogées ont fourni au moins une de ces trois réponses, 20 % en ont fourni au moins deux et seulement 9 % ont choisi ces trois modalités de réponse. Par exemple, la moitié des personnes qui se déclarent pauvres ne considèrent pas qu'elles ont « souvent » du mal à boucler leurs fins de mois, et un tiers de ceux qui sont souvent du mal à boucler leurs fins de mois ne disent pas qu'il leur serait très difficile de faire face à une dépense imprévue de 500 euros.

5. Les personnes en emploi représentent 54 % de l'ensemble de l'échantillon et les (pré)retraités 28 %, des chiffres assez proches de la proportion qu'ils représentent parmi les personnes en situation d'insécurité financière. Être en emploi ou à la retraite ne constitue donc pas ou plus une protection contre l'insécurité financière perçue.

6. Près de six personnes sur dix, quand on tient compte également du risque perçu de chômage, à propos duquel on ne peut répondre que par « oui » ou « non ».

7. C'est le cas d'un cadre sur trois, mais de moins d'un ouvrier ou d'un employé sur dix.

8. Il s'agit de la profession actuelle ou, dans le cas des chômeurs et des retraités, de la dernière profession exercée.

9. C'est-à-dire optent pour les modalités de réponse négatives.

de chômage pour eux au cours des prochains mois¹⁰. Chacune de ces dimensions affecte moins de 10 % des cadres et professions intermédiaires. Les écarts observés avec les cadres et les professions intermédiaires sont donc très importants, en général de l'ordre de 20 à 30 points de pourcentage. Les différences sont moins marquées entre catégories professionnelles s'agissant de la proportion de personnes qui déclarent ne pouvoir certainement ou probablement pas compter sur quelqu'un en cas de gros problème personnel : 16 % des ouvriers et employés sont dans ce cas, contre 9 % des cadres et professions intermédiaires.

L'instabilité des revenus, un facteur aggravant de l'insécurité économique perçue

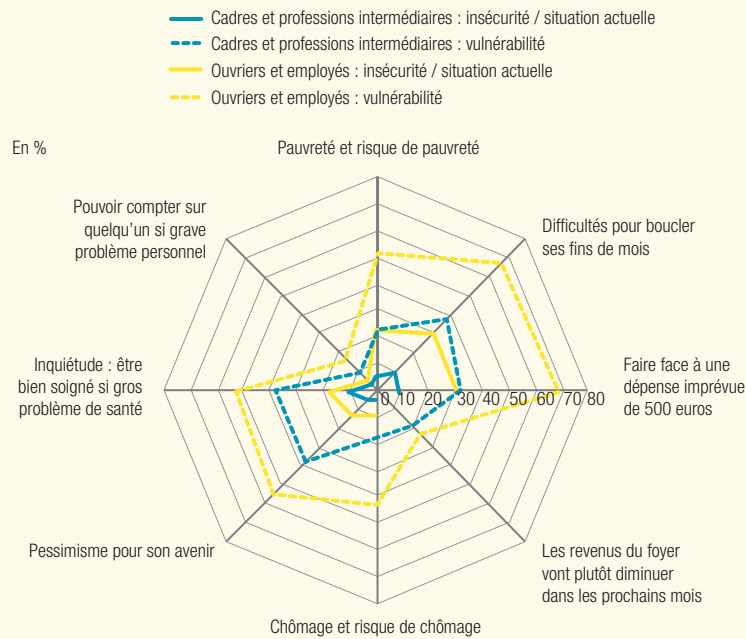
Le fait d'avoir des revenus variables d'un mois sur l'autre est un facteur aggravant de ce sentiment d'insécurité économique. Cette situation concerne 26 % des ouvriers et employés et 16 % des cadres et professions intermédiaires, et respectivement 35 % et 20 % si on se restreint aux non-retraités. Parmi les ouvriers et employés dont les revenus sont instables, 45 % ont souvent des difficultés pour boucler leurs fins de mois ou considéreraient très difficile de faire face à une dépense imprévue de 500 euros, contre 26 % pour ceux dont les revenus sont plutôt stables. 37 % pensent que les revenus de leur foyer vont diminuer dans les prochains mois (contre 19 %), et 31 % se déclarent pauvres (contre 22 %). 64 % d'entre eux se disent pauvres ou craignent de le devenir dans les cinq prochaines années, une situation qui concerne 48 % des ouvriers et employés disposant de revenus plutôt stables.

Un retraité non propriétaire sur cinq est très pessimiste pour son avenir

Les retraités font un peu moins souvent part d'insécurité financière que les actifs : 17 % ont souvent du mal à boucler leurs fins de mois et une part comparable d'entre eux estimerait très difficile de faire face à une dépense imprévue de 500 euros, contre respectivement 24 % et 22 % des actifs (tableau 1). La faible ampleur de ces écarts et l'absence de différence statistiquement significative pour

GRAPHIQUE 2

Insécurité et vulnérabilité sociales perçues selon la catégorie professionnelle



Notes • Le détail des questions posées et des réponses proposées aux enquêtes figure dans l'encadré 2. Le risque de chômage n'est calculé que pour la moitié de l'échantillon à laquelle on a posé la question spécifiquement sur le risque de chômage pour soi, plutôt que pour soi et son entourage. Les lignes pleines (« insécurité ») correspondent aux réponses les plus négatives et les lignes pointillées (« vulnérabilité ») correspondent au cumul des deux réponses négatives proposées. Pour la pauvreté, la modalité en ligne pleine représente la part des personnes interrogées qui se sentent pauvres. Pour le chômage, la modalité en ligne pleine représente la part des personnes interrogées qui déclarent être au chômage. Les personnes interrogées n'ayant le choix qu'entre trois réponses possibles concernant l'évolution prochaine de leurs revenus (plutôt augmenter / plutôt diminuer / plutôt rester stables), cet item figure entièrement dans la catégorie « vulnérabilité ». Seuls les écarts d'au moins 4 points de pourcentage peuvent être considérés comme statistiquement significatifs.

Lecture • 69 % des ouvriers et employés pensent qu'il leur serait très ou assez difficile de faire face à une dépense imprévue de 500 euros, contre 32 % des cadres et professions intermédiaires.

Champ • Population active et retraités, hors agriculteurs et artisans ou commerçants.

Source • Baromètre d'opinion DREES 2018.

TABLEAU 1

L'insécurité sociale chez les actifs et les retraités

	En %	
	Actifs	Retraités
Difficultés pour boucler ses fins de mois	24	17
Faire face à une dépense imprévue de 500 euros	22	17
Pauvreté	15	18
Pouvoir compter sur quelqu'un si grave problème personnel	4	6
Inquiétude : être bien soigné si gros problème de santé	13	16
Pessimisme pour son avenir	8	12
Les revenus du foyer vont plutôt diminuer dans les prochains mois	18	30

Notes • Le détail des questions posées et des réponses proposées aux enquêtes figure dans l'encadré 2. Les résultats renvoient aux réponses les plus négatives pour chaque dimension considérée (« insécurité »). Seuls les écarts d'au moins 4 points de pourcentage peuvent être considérés comme statistiquement significatifs.

Lecture • 24 % des actifs ont souvent des difficultés pour boucler leurs fins de mois, contre 17 % des retraités.

Champ • Personnes âgées d'au moins 18 ans résidant en France métropolitaine, hors inactifs n'ayant jamais travaillé.

Source • Baromètre d'opinion DREES 2018.

10. Parmi les 40 % les plus modestes en termes de niveau de vie, quatre personnes sur dix ont souvent des difficultés pour boucler leurs fins de mois ou jugent qu'il leur serait très difficile de faire face à une dépense imprévue de 500 euros. Un tiers d'entre eux se disent pauvres et un quart pense que les revenus vont diminuer dans les mois à venir. La moitié des actifs occupés appartenant aux 40 % les plus modestes craignent de perdre leur emploi dans les prochains mois.

la plupart des autres dimensions étudiées (écarts inférieurs à 4 points) montrent toutefois que, contrairement à l'image véhiculée sur les retraités – disposant d'un statut qui protège de la précarité et ayant connu des carrières relativement favorables –, ceux-ci ne sont pas à l'abri du sentiment d'insécurité sociale. Ils sont même un peu plus souvent très pessimistes pour leur avenir que les actifs et estiment nettement plus fréquemment que leurs revenus vont diminuer à brève échéance, avec une différence de 12 points par rapport aux actifs. En outre, les retraités non propriétaires de leur résidence principale, déjà identifiés comme significativement exposés au sentiment de pauvreté (Duvoux et Papuchon, 2018), sont près de deux fois plus souvent très pessimistes que les actifs non propriétaires (19 % contre 11 %), alors qu'on n'observe pas de différence statistiquement significative de ce point de vue entre retraités et actifs propriétaires (8 % et 5 %).

D'une façon générale, le sentiment d'insécurité sociale est beaucoup plus répandu parmi les personnes qui ne sont pas propriétaires de leur résidence principale :

28 % des non-propriétaires se déclarent pauvres, 35 % affirment et qu'ils ont souvent du mal à boucler leurs fins de mois et 36 % qu'il leur serait très difficile de faire face à une dépense imprévue de 500 euros (contre, respectivement, 7 %, 10 % et 8 % des propriétaires), sans différence notable entre actifs et retraités. Chez les actifs, les non-propriétaires sont par ailleurs 38 % à déclarer que leurs revenus varient d'un mois sur l'autre, contre 24 % des propriétaires¹¹.

Les personnes qui déclarent un mauvais état de santé et les familles monoparentales également surexposées

D'autres facteurs tels que l'état de santé déclaré ou la composition du ménage sont également liés aux situations d'insécurité sociale. Les personnes qui déclarent un état de santé mauvais ou moyen sont particulièrement exposées à la crainte de la pauvreté : 29 % d'entre elles estiment qu'elles risquent de devenir pauvres dans les prochaines années et 31 % qu'elles le sont déjà, contre respectivement 21 % et 14 % des personnes qui se jugent en

bonne santé. Une différence notable en fonction de l'état de santé déclaré s'observe également à propos du risque de chômage (54 % contre 28 %) et de la forte inquiétude à l'idée de ne pas pouvoir être bien soigné en cas de gros problème de santé (24 % contre 11 %)¹².

Les personnes qui vivent dans un ménage dont elles sont le seul adulte (avec ou sans enfant) sont plus nombreuses à se sentir pauvres¹³. Elles jugent également plus souvent que les autres qu'elles ne pourraient pas compter sur quelqu'un en cas de grave problème personnel : 16 % d'entre elles estiment ce risque comme probable ou certain (6 % en sont certaines). Les personnes à la tête de familles monoparentales, dont la surexposition à la pauvreté monétaire est bien documentée (Insee, 2019 ; Maurin, 2018), sont particulièrement sujettes au sentiment d'insécurité financière : 41 % d'entre elles ont souvent des problèmes pour finir le mois et 47 % jugent qu'il leur serait très difficile de faire face à une dépense imprévue de 500 euros, soit une proportion deux fois plus élevée que pour l'ensemble des personnes interrogées. ■

11. Pas de différence statistiquement significative observée chez les retraités entre propriétaires et non-propriétaires, dont respectivement 6 % et 9 % disent disposer de revenus qui varient d'un mois sur l'autre.

12. Ces effets de l'état de santé perçu restent statistiquement significatifs après contrôle des différences de genre, d'âge, de niveau de vie et de statut d'activité entre les individus.

13. Un effet vérifié même après contrôle de l'effet exercé par leurs autres caractéristiques socio-démographiques (Duvoux et Papuchon, 2018).

POUR EN SAVOIR PLUS

- **Antunez, K., Papuchon, A.** (2019, avril). Les Français plus sensibles aux inégalités de revenus et plus attachés au maintien des prestations sociales. DREES, *Les Dossiers de la DREES*, 35.
- **Castel, R.** (2003). *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?* Paris, France : Seuil.
- **Clerc, M.** (2014). Le positionnement sur l'échelle des niveaux de vie. *Insee Première*, 1515.
- **Duvoux, N., Papuchon, A.** (2018) Qui se sent pauvre en France ? Pauvreté subjective et insécurité sociale. *Revue française de sociologie*, 4(59).
- **Galland, O., Lemel, Y.** (2018). *Sociologie des inégalités*. Paris, France : Armand Colin.
- **Insee** (2019, novembre). Pauvreté. Dans France portrait social – Édition 2019 (p. 196). Paris, France : Insee, coll. Insee Références.
- **Lelièvre, M., Rémila, N.** (2018, mars). Dépenses pré-engagées, quel poids dans le revenu des ménages ? DREES, *Les Dossiers de la DREES*, 25.
- **Maitre, B., Nolan, B., Whelan, C.T.** (2017). Polarization or "Squeezed Middle" in the Great Recession ? A Comparative European Analysis of the Distribution of Economic Stress. *Social Indicators Research*, 133 (p. 163-184).
- **Maurin, L.** (2018, octobre). *Rapport sur la pauvreté en France*. Paris, France : Observatoire des inégalités.
- **Morduch, J., Schneider, R.** (2017). *The Financial Diaries. How American Families Cope in a World of Uncertainty*. Princeton, Royaume-Uni : Princeton University Press.

LA DREES SUR INTERNET

Retrouvez toutes nos publications sur notre site drees.solidarites-sante.gouv.fr

Retrouvez toutes nos données sur www.data.drees.sante.gouv.fr

Pour recevoir nos avis de parution drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/avis-de-parution

Directeur de la publication : Fabrice Lengart

Responsable d'édition : Souphaphone Douangdara

Rédactrice en chef technique : Sabine Boulanger

Secrétaire de rédaction : Elisabeth Castaing

Composition et mise en pages : ndbd

Conception graphique : Julie Hiet et Philippe Brulin

Pour toute information : drees-infos@sante.gouv.fr

Reproduction autorisée sous réserve de la mention des sources •

ISSN électronique 1146-9129 • AIP 0001384



STATISTIQUE
PUBLIQUE

La DREES fait partie du Service statistique public piloté par l'Insee.